

Alors que les États-Unis quittent les négociations sur la Convention sur la fiscalité de l'ONU, la société civile appelle les États à continuer à soutenir ce processus historique

Ce lundi, après une matinée au cours de laquelle de nombreux pays se sont engagés en faveur de la coopération fiscale internationale, les États-Unis ont quitté les négociations de la Convention sur la fiscalité aux Nations Unies. La société civile affirme que, avec ou sans la participation des États-Unis, les négociations historiques visant à fixer les règles d'un système fiscal mondial défaillant se poursuivront.

New York, 4 février 2025 – Lundi a débuté la session organisationnelle des négociations d'une nouvelle **Convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale** (Convention des Nations Unies sur la fiscalité). L'objectif de ce processus est d'aboutir à trois accords juridiquement contraignants d'ici la fin de 2027 : une Convention-Cadre et deux protocoles préliminaires. Les négociations se tiennent au siège de l'ONU à New York du 3 au 6 février. Au cours de la première session matinale, les États ont présenté leurs déclarations générales réaffirmant leur engagement en faveur de la coopération fiscale internationale, et à négocier de bonne foi. Cependant, au début de la session de l'après-midi, la délégation américaine a pris la parole et a annoncé qu'elle s'opposait au processus et que les États-Unis ne participeraient plus aux négociations.

Dereje Alemayehu, coordinateur exécutif de la **Global Alliance for Tax Justice (GATJ)**, a déclaré : *"Depuis le début de ce processus à l'ONU, les États-Unis n'ont jamais participé de manière constructive. Le fait que ce pays se soit également retiré du processus mené par l'OCDE confirme son opposition à toute forme de multilatéralisme. A l'OCDE, nous avons vu que même le fait de réduire le niveau d'ambition n'a pas suffi à maintenir les États-Unis à la table des négociations. Cela devrait être une raison supplémentaire pour que le reste du monde s'en tienne aux principes fondateurs de l'ONU. Le retrait des États-Unis est un appel aux pays à rester engagés dans ces négociations historiques et à parvenir à une Convention-cadre solide."*

L'un des principaux sujets discutés lors de la session organisationnelle de cette semaine concerne les règles de prise de décision dans le cadre de ce processus, qui a également été un sujet central dans les interventions d'hier.

Pour **Tove Maria Ryding**, coordinatrice de la justice fiscale à **Eurodad** et membre du Comité de coordination de **GATJ** : *"Les pays développés ont demandé à ce que les règles de prise de décision passent de la majorité au consensus, mais nous*



avons vu hier pourquoi c'est une très mauvaise idée. Heureusement, les pays en développement ont insisté pour maintenir la prise de décision à la majorité, et par conséquent, il n'appartient pas aux États-Unis de décider si d'autres pays souhaitent poursuivre la lutte mondiale contre les paradis fiscaux. Avec ou sans les États-Unis, les négociations de la Convention des Nations Unies sur la fiscalité se poursuivront."

GATJ s'est mobilisé pour que les règles fiscales mondiales soient négociées de manière inclusive et efficace, afin que les pays puissent mettre fin à l'évasion fiscale, et garantir des financements publics durable et réduire les inégalités.

Luis Moreno, président du Comité de coordination de la **GATJ** et membre du **Réseau pour la justice fiscale en Amérique latine et dans les Caraïbes (Red de Justicia Fiscal de América y el Caribe)**, a déclaré : *"Les pays du Sud global doivent rester fermes dans leur décision d'avancer avec un accord basé sur la prise de décision à la majorité. Sinon, nous serons confrontés à un blocage permanent des propositions visant à lutter contre les abus fiscaux des grandes entreprises et des plus riches, à promouvoir la progressivité fiscale et à garantir l'égalité, par les modalités de prise de décision. Une fois de plus, les États-Unis tentent de mettre des bâtons dans les roues du système et, cette fois, ils ont quitté les négociations de la Convention sur la fiscalité de l'ONU. Cela devrait nous inciter à redoubler d'efforts et à ne pas se laisser intimider par ceux qui veulent maintenir un système fiscal obsolète qui favorise leurs intérêts aux dépens du bien-être de la majorité."*

La société civile et les pays du Sud global n'ont pas cessé de montrer l'importance de la coopération fiscale internationale pour des sujets allant du financement du développement à l'égalité des genres.

Jeannie Manipon, co-coordinatrice de **Tax and Fiscal Justice Asia (TAFJA)** et membre du Comité de coordination de **GATJ**, a déclaré : *"La fraude et l'évasion fiscale entravent la capacité des gouvernements à collecter les recettes nécessaires pour financer des services publics de qualité et le développement, respecter leurs obligations en matière de droits humains et mettre en œuvre une action climatique rapide et urgente pour répondre à l'ampleur des besoins. Pour y remédier, il est nécessaire de transformer le système fiscal international. Il est clair, pour nous en tant que société civile et pour de nombreux pays aujourd'hui, qu'il n'y a pas de temps à perdre. Hier matin, de nombreux pays ont réaffirmé l'importance de ces négociations. Ces déclarations fortes contrastent fortement avec la position des États-Unis."*

Depuis plus d'une décennie, **GATJ** et les pays du Sud global ont demandé la création d'un organisme intergouvernemental sur la fiscalité au sein de l'ONU. La tenue de ces négociations au sein des Nations Unies constitue une avancée historique, car c'est la première fois que tous les États peuvent participer sur un pied



d'égalité aux discussions sur la fiscalité, contrairement aux clubs exclusifs tels que l'OCDE.

Dans ce cadre, **Everlyn Muendo**, chargée de politique fiscale et de l'architecture financière internationale au sein de **Tax Justice Network Africa**, membre de la **GATJ**, a commenté : *"Ce que nous avons vu dans la salle hier a démontré l'importance d'un processus universel et inclusif sur la coopération fiscale internationale. Les pays du Sud global, et les pays africains en particulier, ne sont pas étrangers aux refus catégoriques de coopération sur les questions économiques. Nous continuons à encourager les États à négocier de bonne foi, car la coopération fiscale internationale ne profite pas seulement aux pays en développement, mais aussi aux pays développés. Un processus véritablement inclusif est dans l'intérêt de tous."*

Fin

Ressources supplémentaires :

- Pour plus d'informations sur l'évolution des négociations et l'importance de ce processus, lisez la publication de la **GATJ** [ici](#).
- Les négociations, y compris la déclaration faite par les États-Unis, sont disponibles sur **UN Web TV** [ici](#).
- Plus de détails sur la logistique des négociations sont disponibles sur le site de l'**ONU** [ici](#).

Contact : Alexandra Wenzel, alexandra@globaltaxjustice.org, WhatsApp +41 778133732

À Propos de GATJ :

The Global Alliance for Tax Justice (GATJ) est une coalition mondiale dirigée par le Sud dans le mouvement pour la justice fiscale. Ensemble, nous œuvrons pour un monde où des politiques fiscales progressives et redistributives combattent les inégalités tant à l'intérieur des pays qu'entre les pays, et génèrent les financements publics nécessaires pour garantir les services essentiels et les droits humains.

Créée en 2013, la GATJ regroupe des réseaux régionaux pour la justice fiscale en Asie (Tax & Fiscal Justice Asia), en Afrique (Tax Justice Network Africa), en Amérique latine (Red de Justicia Fiscal de América Latina y el Caribe), en Europe (Tax Justice-Europe) et en Amérique du Nord (Canadians for Tax Fairness & FACT Coalition), représentant collectivement des centaines d'organisations. La GATJ co-ordonne le volet "Justice fiscale" du Mécanisme CS FfD.